

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant nomination des président, vice-président et  
référendaire de la Commission paritaire centrale de  
l'enseignement libre non confessionnel**

**A.Gt 05-11-2014**

**M.B. 03-12-2014**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, notamment l'article 94;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998 et 8 novembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 2006 portant nomination des membres de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 14 septembre 2009, 26 février 2010, 3 février 2011, 14 février 2011 et 30 juillet 2012;

Considérant qu'il convient de remplacer le Vice-président de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel admis à la retraite et le Référendaire de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel démissionnaire;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education, du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,  
Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - M. Michel PREUD'HOMME, conciliateur social au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, est nommé président de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel.

Mme Sophie ROSMAN, conciliatrice sociale au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, est nommée vice-présidente de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel.

**Article 2.** - Mme Aurélie PERIN, attachée au Ministère de la Communauté française, est nommée référendaire de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel.

**Article 3.** - Le secrétariat de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel est assuré par les services du Gouvernement de la Communauté française.

**Article 4.** - L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 2006 portant nomination des membres de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 14 septembre



2009, 26 février 2010, 3 février 2011, 14 février 2011 et 30 juillet 2012, est abrogé.

**Article 5.** - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Article 6.** - La Ministre de l'Education, le Ministre de l'Enseignement supérieur et la Ministre de L'Enseignement de Promotion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 novembre 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,

Mme J. MILQUET

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, des Médias et de la Recherche scientifique,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,

Mme I. SIMONIS